

## Réponse de RTE à la consultation publique de la CRE n°2024-03 du 3 avril 2024 relative aux conditions de modification par les gestionnaires de réseau public de la puissance de raccordement électrique des utilisateurs en application de l'article L. 342-24 du code de l'énergie

### Résumé exécutif

RTE remercie la CRE pour l'opportunité donnée de s'exprimer en amont de la fixation des modalités d'évolution des puissances de raccordement en soutirage et des modalités d'indemnisation associées. RTE salue le lancement de cette consultation et souligne l'intérêt offerte par la loi de modifier la puissance de raccordement afin de permettre une allocation optimale de celle-ci dans le contexte actuel de tension sur l'accès à la capacité électrique.

A titre de rappel, côté RPT, la puissance de raccordement en soutirage d'une installation a quatre usages aujourd'hui :

- i. Elle permet le dimensionnement des ouvrages de raccordement (propres au client et non propres) au moment de la demande de raccordement de l'installation
- ii. Elle permet au client de réserver une capacité de transit sur les ouvrages du réseau public de transport et de fixer son droit au soutirage à compter de sa mise en service.
- iii. Une fois raccordé, elle correspond à la limite d'augmentation de puissance souscrite à partir de laquelle un client doit passer par une demande de raccordement pour faire évoluer sa puissance.
- iv. Une fois raccordé, elle correspond également à la limite d'augmentation de puissance souscrite à partir de laquelle le client doit financer les travaux nécessaires à l'augmentation de sa puissance soutirée.

Dans cette phase dynamique des demandes de raccordement au réseau public de transport et de nécessaires maîtrises des investissements pour l'ensemble des acteurs du système électrique, il est indispensable de rétablir un lien entre la puissance de raccordement demandée au gestionnaire de réseau de transport (ie : la puissance réservée sur le réseau public de transport ) et la puissance réellement utilisée par un client à court terme, afin d'optimiser l'allocation de la capacité d'accueil des réseaux publics d'électricité et les investissements à réaliser, et de permettre la réalisation d'un maximum de projets à coûts et délais de raccordement maîtrisés.

La non-indemnisation de la modification de puissance de raccordement participe directement à cet objectif de bon dimensionnement des besoins des nouvelles installations (besoin en puissance de raccordement dans les 5 années après la mise en service et de date de mise à disposition de la puissance), et permet d'éviter de faire peser sur la collectivité ou les autres clients des choix individuels. RTE y est donc favorable.

Quant à la modification de la puissance de raccordement des installations existantes, RTE est favorable à l'octroi d'une indemnisation si et seulement si ces dernières ont un projet concret nécessitant une augmentation de leur puissance au soutirage dans la limite de leur Pracc initiale.

### Question 1 : Etes-vous favorable aux hypothèses de la CRE concernant les catégories d'installation soumises au dispositif (installations raccordées en HTA et HTB) ?

RTE est favorable aux hypothèses de la CRE. En effet, RTE considère que le dispositif proposé présente un intérêt pour tous types d'installations raccordées au RPT (consommation, production et stockage) dans la mesure où il permet de les inciter au bon dimensionnement de leur puissance en soutirage en le faisant correspondre au besoin réel de



consommation. RTE souhaite ainsi, à l'issue des travaux menés par la CRE proposer à cette dernière une évolution du cadre contractuel visant à atteindre cet objectif.

**Question 2 : Etes-vous favorable à la formule proposée pour la modification de la puissance de raccordement ?**

RTE est favorable à la formule de PRacc\_adaptée proposée dans la mesure où elle prend en compte la puissance maximale de soutirage réel du client et elle est capée à la puissance de dimensionnement initiale du raccordement du client (Pracc initiale).

**Question 3 : Etes-vous favorable aux périodes de 2 et 5 ans définies pour déterminer les paramètres de la formule ?**

Oui. RTE est favorable aux périodes de 2 et 5 ans définies pour déterminer les paramètres de la formule de calcul de la nouvelle puissance de raccordement permettant de tenir compte de potentielles périodes de moindre consommation (crise, évolution du marché...) tout en reconnaissant que la puissance de raccordement ne peut être réservée par un client de manière illimitée dans le temps.

**Question 4 : Etes-vous favorable à ce que la valeur de la puissance de raccordement, dès lors qu'elle a été modifiée, soit mise à jour annuellement et mise à disposition de l'utilisateur par le gestionnaire de réseau ?**

Oui. RTE est favorable à ce que la valeur de la puissance de raccordement soit actualisée de manière automatique par RTE conformément à la méthode de calcul retenue par la CRE, et mise à la disposition du client. Le caractère automatique et annuel de la mise à jour est sans préjudice de la prise en compte d'une demande, par le client, d'évolution de sa puissance de raccordement (modification d'installation existante) ; ainsi, dans cette situation, la Pracc\_adaptée sera naturellement corrigée par la nouvelle Pracc demandée à la date de mise à disposition de la nouvelle Pracc.

**Question 5 : Etes-vous favorable à la durée à partir de laquelle la modification de la puissance de raccordement peut s'appliquer aux nouvelles installations (2 ans pour la distribution et 5 ans pour le transport) ?**

Dans une phase dynamique des demandes de raccordement au réseau public de transport et de nécessaires maîtrises des investissements pour l'ensemble des acteurs du système électrique, il est indispensable de rétablir un lien entre puissance réservée (ie : contractualisée) sur le réseau de transport et la puissance réellement utilisée par les clients, afin d'optimiser l'allocation de la capacité d'accueil des réseaux publics d'électricité et les investissements à réaliser, et de permettre la réalisation d'un maximum de projets à coûts et délais de raccordement maîtrisés.

En effet, une puissance demandée supérieure au besoin réel à court terme ou une date de mise en service annoncée trop optimiste par rapport au planning réel de mise en service de l'installation immobilise de la capacité et des ressources, ce qui pénalise l'accueil de nouveaux utilisateurs et peut conduire à une surestimation des besoins de réseau dans un contexte où les investissements sont déjà très importants.

La faculté pour les gestionnaires de réseau de modifier la puissance de raccordement participe de l'incitation des acteurs au bon dimensionnement de leur demande en puissance et évite les effets d'aubaine et la captation de la capacité électrique. Pour autant, afin de favoriser le développement ou l'adaptation des projets industriels sur le réseau public de transport, les éléments suivants semblent indispensables :

- laisser aux acteurs une période de montée en charge et une marge de tolérance ;
- maintenir la possibilité pour les acteurs de distinguer :
  - o Le dimensionnement de leurs ouvrages propres de raccordement (pour lesquels la puissance pourrait être surdimensionnée s'ils le souhaitent par rapport à leur prévision de puissance consommée à l'issue de la phase de montée en charge, sans que cela ne pénalise l'accueil de nouveaux utilisateurs)
  - o La prévision de puissance consommée à la mise en service de son raccordement : cela correspond à la puissance qui sera réellement utilisée au démarrage ou à l'issue de la phase de montée en charge, et qui sera ainsi réservée sur les réseaux. A des fins d'optimisation de la capacité disponible sur les réseaux, la période de montée en charge doit être bornée dans le temps. Historiquement, la puissance de raccordement était d'ailleurs définie comme « la puissance maximale en régime

*permanent qu'un client prévoit d'appeler en son point de livraison au cours d'une période précisée dans le contrat de fourniture »<sup>1</sup>, période qui était généralement de 3 ou 6 ans.*

Afin que le dispositif reste incitatif et permette d'optimiser l'allocation de la capacité disponible, une durée maximale de 5 ans après la mise à disposition des ouvrages de raccordement semble adéquate. Si des projets en particulier ont, pour des raisons objectives, des durées de montée en charge plus longues, il conviendra de définir des règles de réservation de la capacité sur le réseau objectives et transparentes pour les phases de développement ultérieures en tenant compte de la maturité des projets (cf consultation publique relative au SDDR).

**Question 6 : Etes-vous favorable à ce que cette modification de la puissance de raccordement des nouvelles installations soit réalisée de manière automatique et sans indemnisation ?**

La non-indemnisation de la modification de puissance de raccordement participe directement à l'objectif de bon dimensionnement des nouvelles installations en matière de besoin en puissance de raccordement et de date de mise à disposition de la puissance, comme mentionné à la question 5, et permet d'éviter de faire peser sur la collectivité ou les autres clients des choix individuels.

Aussi, RTE est favorable à ce que cette modification de la puissance de raccordement des nouvelles installations soit réalisée de manière automatique et sans indemnisation dans la mesure où ces derniers seront informés de ce dispositif préalablement à leur raccordement et à la signature de leur convention de raccordement.

Le caractère automatique et annuel de la mise à jour est sans préjudice de la prise en compte d'une demande, par le client, d'évolution de sa puissance de raccordement (modification d'installation existante) ; ainsi, dans cette situation, la Pracc\_adaptée sera naturellement corrigée par la nouvelle Pracc demandée à la date de mise à disposition de la nouvelle Pracc.

**Question 7 : Etes-vous favorable à ce que la modification de la puissance de raccordement des installations existantes soit réalisée de manière automatique ?**

RTE y est favorable. En outre, dans la mesure où la formule de PRacc\_adaptée proposée inclut des marges de soutirage pour le client, un dépassement de la Pracc\_adaptée par le client constituerait une augmentation substantielle de soutirage qu'il conviendrait de traiter de manière équivalente qu'un nouveau raccordement, pour :

- Vérifier les impacts de la hausse substantielle de soutirage par le client sur le RPT ;
- Garantir une égalité de traitement pour l'accès à la capacité entre les nouveaux clients et les clients existants ;
- Clarifier les engagements de chacune des parties, notamment lorsque des travaux sur le RPT sont rendus nécessaires par la demande de hausse de puissance souscrite du client.

**Question 8 : Etes-vous favorable à ce que la modification de la puissance de raccordement des installations existantes soit réalisée sans indemnisation ?**

Et

**Question 9 : Etes-vous favorable à ce qu'une indemnisation soit versée à l'utilisateur existant dont la puissance de raccordement a été modifiée et qui a besoin de tout ou partie de la puissance de raccordement récupérée ?**

Les gestionnaires de réseau, leurs utilisateurs et plus généralement la collectivité subissent les conséquences financières de la non-utilisation des capacités de raccordement par un client qui aurait surdimensionné son besoin ou pas utilisé la totalité de sa Pracc :

- coût directs de création, d'exploitation, d'entretien et de renouvellement<sup>2</sup> des ouvrages de raccordement dimensionnés au regard d'une Pracc demandée mais non utilisée ;
- coûts indirects (mesures compensatoires, tracé plus long, création de poste, etc) ;
- coûts directs pour les demandeurs de raccordement juste après dans la file d'attente dans la mesure où le surdimensionnement du besoin se traduit généralement par des délais plus longs pour les suivants et des coûts plus conséquents des solutions de réseau).

<sup>1</sup> Article 8 du [Décret du 23 décembre 1994 approuvant le cahier des charges type de la concession à Electricité de France du réseau d'alimentation générale en énergie électrique](#)

<sup>2</sup> la réalisation des renforcements (travaux et ouvrages) nécessaires au raccordement, la réalisation d'une partie des ouvrages et travaux relevant du périmètre d'extension de ce même demandeur à hauteur de la réfection ; l'entretien et le renouvellement des ouvrages du RPT, pour la partie qui n'est pas couverte par la composante de soutirage.

RTE reconnaît également qu'un utilisateur existant qui voit sa Pracc modifiée pourrait être freiné dans le développement d'un projet « quand il le souhaite » au regard de sa Pracc initiale eu égard au cadre juridique qui prévalait avant la parution de l'article L.342-24 du code de l'énergie relatif à la modification de la puissance de raccordement en soutirage des clients.

Aussi RTE considère que :

- l'indemnité versée aux clients concernés doit être limitée dans la mesure où :
  - o la collectivité a également subi un préjudice (cf. *supra*)
  - o les clients participent au financement de l'entretien du réseau à hauteur de leur puissance souscrite et la consommation réelle et non de leur Pracc
  - o l'indemnité pourrait être assimilée à une rente de situation pour les clients déjà raccordés et une incitation au raccordement indirect
  - o le coût d'un raccordement de plusieurs dizaines d'années est supposé être totalement ou partiellement amorti
- l'indemnité doit être restreinte aux clients qui ont un projet concret nécessitant une augmentation de leur puissance au soutirage dans la limite de leur Pracc.

**Question 10 : Etes-vous favorable à la limitation dans le temps du droit à une indemnisation pour un utilisateur faisant une demande d'augmentation de puissance ?**

RTE est favorable à la limitation dans le temps du droit à cette éventuelle indemnisation.

**Question 11 : Une durée comprise entre 2 ans et 5 ans pour que les utilisateurs puissent formuler une demande d'augmentation de puissance et bénéficier d'une indemnisation vous paraît-elle cohérente ?**

RTE juge suffisant 5 années pour que le client puisse formuler une demande d'augmentation de puissance. Au-delà, cela reviendrait à considérer que le client n'a pas de projet d'évolution de son site à court/moyen terme, et il serait ainsi légitime de le traiter de manière non discriminatoire, comme tout client nouvellement raccordé.

**Question 12 : Considérez-vous, dans le cas où une indemnisation serait versée à l'utilisateur, que cette dernière devrait, ou non, être dégressive en fonction de son ancienneté ?**

Si une indemnisation devait être versée, RTE partage qu'elle devrait être dégressive, à l'instar de ce que RTE avait concerté en 2018 dans la convention de raccordement consommateurs. Néanmoins pour les installations existantes raccordées, RTE ne dispose pas toujours d'historique sur l'ancienneté des raccordements de ses clients, une valeur par défaut est nécessaire.

**Question 13 : En cas d'indemnisation selon l'option 2.1, êtes-vous favorable à la méthode de détermination des montants d'indemnité proposée par la CRE ?**

**Et Question 14 : Que pensez-vous des forfaits obtenus pour les réseaux de transport et de distribution ? Êtes-vous favorable à l'application du même forfait pour l'ensemble des GRD ?**

RTE est favorable à la définition d'un forfait si l'option 2.1 était retenue. Ce forfait ne doit pas tenir compte du coût associé aux ouvrages dédiés au client, dans la mesure où RTE ne pourra généralement pas réutiliser la capacité de ces derniers pour accueillir d'autres clients et que la puissance de ces ouvrages ne sera pas récupérée par RTE. RTE est favorable au forfait proposé pour le réseau public de transport.

Dans la formule, le « n » doit correspondre au nombre d'années depuis la date de mise à disposition des ouvrages de raccordement permettant de garantir la Pracc initiale du client et non au nombre d'année depuis la date de mise en service du raccordement qui est dépendante de l'achèvement des installations du client et peut avoir lieu plusieurs mois ou plusieurs années après la mise à disposition des ouvrages de raccordement par le gestionnaire de réseau (quand le client a du retard sur son projet).

**Question 15 : Etes-vous favorable la durée N moy de 25 ans considérée dans le cas où la date du raccordement de l'utilisateur n'est pas connue ?**

RTE propose de considérer une durée N moy de 50 ans lorsque la date du raccordement n'est pas connue (ni par RTE ni par le client) afin d'inciter les clients à fournir la preuve de la date de mise à disposition des ouvrages de raccordement permettant de garantir leur Pracc initiale.



Question 16 : Si une indemnisation est versée aux utilisateurs concernés, quelle méthode d'indemnisation vous paraît la plus adaptée (en fonction de la participation initiale du client ou des coûts des nouveaux travaux nécessaires) ?

Et Question 17 : En cas d'indemnisation selon l'option 2.2, êtes-vous favorable au pourcentage de 40 % du coût des travaux à la charge de l'utilisateur pour déterminer le montant de l'indemnisation ?

RTE est favorable à ce que le mode de calcul de l'éventuelle indemnisation reste le plus simple possible. RTE est donc plus favorable à l'option 2.2, qu'à l'option 2.1.

L'option 2.2 est par ailleurs cohérente avec le fait de ne verser ces indemnités qu'en cas de demande d'augmentation de puissance de raccordement du client par rapport à sa puissance de raccordement initiale, répondant à un projet concret d'évolution de son installation.

Pour tenir compte de la valeur résiduelle des ouvrages de raccordement, RTE est favorable à accorder un niveau d'indemnisation (i.e : pourcentage d'indemnisation) dégressif en fonction de l'âge des ouvrages de raccordement permettant de garantir la Pracc initiale.

Dans le cas où un client existant demande une évolution à la hausse de sa Pracc initiale, l'indemnisation ne devrait s'appliquer que sur le coût des travaux strictement nécessaires à garantir la Pracc initiale. S'il est complexe de séparer la part des coûts des travaux associés à garantir la Pracc initiale de celle associée à l'augmentation de la Pracc initiale, une répartition des coûts au MW pourrait être envisagée.

Question 18 : Avez-vous d'autres remarques sur l'encadrement du dispositif ?

Non